



Adresse...

A TOUS LES CHEMINOT(e)S



La Fédération CGT, par le biais de cette expression, souhaite s'adresser à TOUS les cheminot(e)s qui peuvent légitimement s'interroger sur le conflit social en cours à la SNCF, sur sa forme, ses raisons et sur la position dogmatique d'une direction qui refuse toute négociation.

Le mouvement national de grève, de type reconductible, débuté le 06 avril 2010 à 20h, engageant principalement et concrètement les cheminots du domaine Traction, les personnels des Etablissements Commerciaux Trains et les cheminots du Fret, porte sur des éléments transverses aux politiques socio-économiques et industrielles de l'entreprise et sur des revendications spécifiques.

Les actions de grève de 24 heures de l'ensemble du corps social qui se sont succédées ces derniers mois ont montré l'engagement croissant de tous les cheminots pour la défense du service public et de leurs revendications face à une stratégie de la direction et du gouvernement qui ne permet plus à l'entreprise publique de répondre en qualité aux besoins de transport de la société.

Cette situation revendicative a permis d'ouvrir de nombreuses discussions avec la direction de l'entreprise, mais la quantité ne fait malheureusement pas la qualité. Le dialogue social actuellement mené produit peu de plus value.

Dans une démarche tacticienne, **la direction pratique en permanence « l'art des non réponses », l'opposition des catégories de cheminots entre elles, la division syndicale... sans jamais remettre en cause une stratégie d'entreprise inefficace face aux enjeux de société rendus plus aigus par la crise économique.**

Ainsi, après l'action nationale du 3 février 2010, alors que la mobilisation était plus forte que le 20 octobre 2009, les attentes et aspirations exprimées par les cheminots n'avaient reçu aucun début de réponse, les avancées obtenues par les ADC et les ASCT en décembre 2009 ne se concrétisaient pas.

Les organisations syndicales étaient contraintes de hausser le ton avec une nouvelle action qui s'est concrétisée le 23 mars 2010 par une mobilisation qui a rassemblé encore plus de cheminots, dans le contexte d'un mouvement social interprofessionnel unitaire sur l'emploi, les salaires, les retraites, le service public.

Lors des discussions, la direction n'a ni répondu aux attentes exprimées, ni honoré ses engagements précédents. Mais comme d'habitude, elle a joué la carte de la division syndicale en privilégiant les syndicats d'accompagnement consensuels qui lui permettent de garder le cap de sa politique de démantèlement, moyennant quelques « mesurette ».

Elle a pris deux nouveaux engagements : effectuer un retour d'expérience sur quelques réorganisations qui ont été mises en place et examiner la possibilité de ré internaliser certaines tâches sous traitées.

Dans un contexte où les suppressions d'emplois explosent, où les conditions de travail se détériorent induisant de la souffrance, où les restructurations (ou plutôt les déstructurations) se poursuivent, où les cheminots du fret voient leur activité saccagée, livrée aux filiales, aux entreprises privées, aux camions... ces réponses ne pouvaient convenir.

Dans un sondage interne commandé par la direction de l'entreprise, 71 % des cheminots sondés sont inquiets pour l'avenir et estiment que l'entreprise va éclater en filiales privées.

La CGT qui dénonce depuis 2005 notamment, la privatisation rampante de la SNCF, ne peut que leur donner raison, et la situation du fret SNCF tient une place centrale dans le processus revendicatif car, au-delà de l'enjeu de société qu'il représente, il est une clé de voûte de l'entreprise intégrée et du maintien du statut pour tous les cheminots. C'est bien une affaire qui concerne tout le monde.

Il était donc nécessaire d'appeler à nouveau les cheminots à l'action, en tenant compte à la fois des diversités d'appréciation, des impératifs de calendrier, d'attentes spécifiques dans les différents métiers et de la situation créée par les contraintes de la loi de 2007 sur le service minimum qui ne permettaient pas techniquement et légalement, dans le contexte, le dépôt d'une DCI nationale unique pour tous les services.

La CGT s'est heurtée au mur d'une direction intransigeante affichant une posture dogmatique incompréhensible qui a une nouvelle fois privilégié avec des pratiques indignes, le syndicalisme d'accompagnement, et ce à tous les niveaux de l'entreprise, alors que cette stratégie n'a pas empêché la montée de l'expression des mécontentements et des exigences.

La direction tente d'isoler la CGT, organisation syndicale majoritaire, car elle est la seule à être en capacité de contrer la mise en œuvre d'une politique qui conduit à la privatisation de la SNCF en mobilisant les cheminots, les usagers et la population par des contre propositions concrètes, mises au cœur d'initiatives de rassemblement.

C'est d'ailleurs pour cette raison que cette conception du syndicalisme est tant combattue par la direction, le patronat et le gouvernement qui préfèrent la complicité de certaines organisations syndicales acquises à leurs idées libérales.

Ainsi, la direction de la SNCF ne se contente pas de transformer l'entreprise publique nationale de service public en une holding de filiales privées positionnées sur les marchés rentables, mais veut transformer fondamentalement les rapports sociaux pour que les cheminots n'aient d'autres choix que de se plier à cette politique libérale de régression sociale.

A l'aube du 6^{ème} jour du conflit, loin de s'étioler, la mobilisation se maintient et se renforce même dans certains endroits.

La CGT conduit ce conflit avec lucidité, détermination et esprit de responsabilité dans l'objectif d'obtenir l'ouverture de négociations pour l'ensemble des cheminots.

Elle les appelle, chacun à leur manière et sous toutes les formes, avec leurs délégués de proximité à contribuer à augmenter la pression auprès des directions pour que des négociations s'ouvrent dans les prochaines heures et à rejoindre la CGT.